

■ Europe : les peuples se rapprochent, les élites s'éloignent [26/07/06]



Réagir à cet article

Voir les commentaires publiés (0)

LA CHRONIQUE DE

LENA KOLARSKA-BOBIŃSKA

Dans les relations polono-françaises, les dernières années ont été riches en événements qui ont rendu l'entente mutuelle difficile. La fameuse déclaration de Jacques Chirac, prononcée en février 2003, sur « l'occasion (perdue par la Pologne) de se taire » a été largement commentée en Pologne. Elle a été le point de départ de toute une série de propos hostiles, tant de la part d'hommes politiques que de journalistes des deux pays. En France, le proaméricanisme du gouvernement polonais a été accueilli avec une irritation croissante. Les Polonais suivaient, quant à eux, avec inquiétude les multiples gestes de Paris en faveur d'un rapprochement avec Moscou.

Comment, dans ces conditions, ne pas être étonné par les résultats des derniers sondages, réalisés en 2006 par l'Institut des affaires publiques auprès des Polonais ? Déjà bonne, l'image de la France et des Français en Pologne s'est, selon eux, encore améliorée pendant les six dernières années. Par rapport au sondage de 2000, les Français sont perçus comme plus modernes, mieux formés et plus honnêtes, et la France apparaît comme un pays ayant un poids important en Europe (68 %). Un pays, aussi, qui favorise une meilleure coopération (61 %), plus qu'il ne contribue à des tensions ou à des différends.

En revanche, lorsqu'ils énumèrent « les vrais alliés de la Pologne », les Polonais ne citent que rarement la France, qui arrive cinquième. Et lorsqu'on leur demande avec quels pays la Pologne devrait coopérer sur le plan économique, à peine 10 % des sondés mentionnent la France, et ce, en dépit du fait que, depuis quelque temps déjà, l'Hexagone est le premier investisseur étranger en Pologne. Pour améliorer ces relations, il faudrait peut-être profiter du fait que 88 % des Polonais interrogés appellent de leurs vœux un rapprochement avec la France.

Le sondage de l'Institut des affaires publiques met également en évidence le souhait de voir davantage coopérer les Polonais et les Allemands. L'image des Allemands, de même que l'opinion sur les relations polono-allemandes, se sont globalement améliorées dans la société polonaise. Les Polonais expriment aujourd'hui davantage de sympathie à leur égard qu'avant l'entrée dans l'Union européenne. Ils acceptent aussi de plus en plus facilement la présence des Allemands dans leur vie quotidienne, familiale, dans leur voisinage, sur leur lieu de travail, ainsi que dans la sphère publique. Le « fossé » existant entre les deux nations s'amenuise progressivement.

Ce gain de sympathie est réciproque. Selon les sondages allemands, la Pologne est actuellement mieux perçue par la société allemande qu'il y a six ans. Les Allemands se rendent davantage compte des changements qui y sont intervenus depuis 1989. Seuls 32 % d'entre eux (contre 44 % en 2000) ont encore l'image d'un pays « arriéré » (contre 44 % en 2000). Ils sont en revanche de plus en plus nombreux à considérer les Polonais comme travailleurs et à prendre conscience de la croissance économique du pays.

Jusqu'à présent, la société allemande remarquait davantage le « fossé de civilisation » entre les deux pays que le dynamisme des changements économiques et politiques. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'entrée de la Pologne dans l'UE a favorisé, sur le tard, cette révision. Désormais, les Polonais sont non seulement partie prenante des politiques communautaires, mais ils ont franchi symboliquement le seuil de l'Occident, devenant membres du « club ».

Depuis l'adhésion, l'image de la Pologne s'est améliorée. Le but de l'élargissement a été atteint. L'Union européenne est née d'une réaction à la guerre ; elle avait pour vocation de renforcer la paix, ainsi que les liens de coopération entre les différents pays du continent. Notre étude montre que l'intégration des ex-pays communistes au sein de la famille européenne a effectivement abouti à une plus grande acceptation mutuelle entre les sociétés.

Malheureusement, alors que le rapprochement entre les sociétés d'une Europe enfin réunie se met en route, les égoïsmes nationaux ressurgissent, attisés souvent par des hommes politiques qui cherchent à renforcer leur position sur l'échiquier national. Cela se répercute sur les relations bilatérales. Ainsi, entre le camp de la droite, au pouvoir en Pologne, et la presse allemande, on assiste depuis quelque temps à un échange d'accusations et de propos venimeux. A l'origine de cette « fièvre », la coïncidence de deux événements : l'annulation par le président polonais Lech Kaczyński de la réunion du Triangle de Weimar et sa réaction démesurée à un article humoristique paru dans le journal allemand « Tageszeitung », qui ridiculisait la famille du président. Au lieu de

calmer le jeu, les hommes politiques polonais se sont enfoncés dans leurs critiques. Au risque d'entacher l'image, si peine revigorée, de la Pologne. D'autant que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique de droite a laissé perplexe plus d'une capitale européenne. En d'autres termes, les tensions entre élites politiques s'accroissent, alors que les sociétés civiles tendent à se rapprocher de plus en plus.

Pour maintenir ces bonnes relations, les contacts multiples et variés sont indispensables. Non seulement entre activistes locaux, chercheurs ou artistes, mais aussi entre hommes politiques. Les études montrent à quel point le contact direct avec un pays et ses représentants contribue à balayer les vieux clichés. D'où l'importance des « triangles », des « quadrilatères », et de tous les autres forums d'échanges. Ils fournissent, en effet, l'occasion de se mettre d'accord sur des intérêts qui semblent de prime abord souvent contradictoires, mais ne le sont pas vraiment.

(*)Lena Kolarska-Bobińska est professeur de sociologie. Elle dirige à Varsovie l'Institut des affaires publiques.



Réagir à cet article | Voir les commentaires publiés (0)

Tous droits réservés - Les Echos 2006